



Conseil de sécurité

Distr. générale
21 septembre 2015
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 18 septembre 2015, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Matthew Rycroft



**Annexe à la lettre datée du 18 septembre 2015 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Au nom de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes, c'est avec une vive préoccupation que j'appelle votre attention sur l'augmentation du nombre de victimes du conflit syrien et ses conséquences sur la crise mondiale des réfugiés. Tandis que les États Membres s'efforcent d'endiguer l'exode syrien, il est essentiel que le Conseil de sécurité prenne une série complète de mesures pour résoudre la crise touchant actuellement la Syrie et s'emploie de toute urgence à fournir aux civils la protection dont ils ont désespérément besoin, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Depuis le début de la crise syrienne, l'Organisation des Nations Unies et ses organismes d'exécution, agissant au titre du mandat établi par les résolutions 2139 (2014), 2165 (2014) et 2191 (2014) du Conseil de sécurité, ont fourni à des millions de Syriens en détresse une assistance qui a sauvé des vies. Il est toutefois tragique de constater que ces efforts n'ont pas suffi à empêcher la catastrophe humanitaire à l'intérieur du pays ni à endiguer le flux de Syriens fuyant désespérément les violences. Au contraire, d'innombrables Syriens sont tués, affamés et bombardés aux barils d'explosifs.

L'aggravation de la crise trouve son origine dans la panique croissante du régime syrien qui recourt de plus en plus aux frappes aériennes aveugles. Depuis le début du soulèvement en 2011, le régime n'a cessé d'intensifier les bombardements aériens et les attaques aux barils d'explosifs, de sorte qu'aujourd'hui les bombardements aériens constituent la principale cause des pertes civiles en Syrie, soit 50 % à 65 % de tous les décès de civils en 2015 d'après les données recueillies par le Registre des violations commises en Syrie.

Depuis que le régime a fait des bombardements aériens aveugles son arme de prédilection, la vie quotidienne en Syrie est devenue un véritable cauchemar. Ayant non seulement causé la mort de plus de 18 000 civils, les bombardements aériens ont en outre rendu des zones résidentielles inhabitables. Des maisons, des marchés, des écoles, des infrastructures médicales et des lieux de culte ont été réduits en poussière par les bombardements aux barils d'explosifs. Dans les provinces de Rif-Damas, la Ghouta orientale, d'Edleb, Alep et Deir el-Zor, des villes, communes et villages entiers ont été rasés, et ceux qui y demeurent vivent en sachant qu'ils peuvent être bombardés à tout moment et en tout lieu, sans préavis et sans conséquences pour les auteurs de ces actes.

Comme le Secrétaire général l'a déclaré le 16 septembre 2015, les populations confrontées aux barils d'explosifs et à la brutalité dans leur propre pays continueront de chercher à se réfugier dans un autre. Pour des millions de Syriens, l'exode n'est pas un choix, c'est le seul moyen de survivre. Ainsi, plus de 4,2 millions d'entre eux ont déjà fui leur pays. La grande majorité a trouvé refuge dans la région, mais les voisins de la Syrie ne peuvent plus faire face. Le Liban, la Jordanie et la Turquie étant de plus en plus sollicités, de nombreux Syriens voient l'Europe comme leur seul espoir.

Or dans de trop nombreux pays européens, les réfugiés syriens n'ont pas été traités avec la décence élémentaire qui leur est due ni reçu l'asile auxquels ils pouvaient prétendre au titre du droit international des réfugiés, notamment la Convention de 1951 et le Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. Si l'Allemagne a fait preuve d'une grande autorité morale pour ce qui est de définir l'action responsable vis-à-vis des réfugiés, trop peu de pays ont suivi son exemple. En plus d'ériger une barrière le long de sa frontière avec la Serbie, les agents de la police antiémeute hongroise ont agressé des réfugiés innocents avec des matraques, des canons à eau et des gaz lacrymogènes. En ex-République yougoslave de Macédoine, la police a utilisé des grenades étourdissantes pour empêcher les réfugiés d'entrer sur le territoire en franchissant la frontière avec la Grèce. En République tchèque, les réfugiés ont été étiquetés comme du bétail. Dans tout le sud de l'Europe, des criminels et des trafiquants agissent dans l'impunité, attaquant et exploitant les plus vulnérables.

S'il est vrai qu'une grande partie de l'Europe a depuis longtemps pour tradition d'offrir une terre d'asile aux peuples en détresse, trop nombreux sont les États qui refusent l'entrée sans entrave aux populations ayant besoin de protection. Les conséquences sont effroyables. Au début du mois, les corps sans vie de deux frères syriens, âgés de 3 et 5 ans seulement, se sont échoués sur les rivages turcs. Ce ne sont que deux exemples parmi les milliers de Syriens qui ont payé de leur vie la fuite des brutalités infligées par un Gouvernement qu'ils n'ont pas choisi et d'une guerre qu'il n'ont pas déclarée. La nouvelle de leur mort n'a été annoncée que quelques jours après qu'on a retrouvé les corps de 71 réfugiés à bord d'un camion abandonné sur une autoroute autrichienne.

Face à la multiplication des décès de réfugiés syriens sur le territoire européen et ses côtes, le Conseil de sécurité doit prendre une série complète de mesures. La crise syrienne n'est plus cantonnée au territoire syrien. Elle est devenue un problème de portée mondiale nécessitant une solution à l'échelle mondiale et concerne au premier chef les membres du Conseil. Pour endiguer l'exode syrien, il est impératif que le Conseil s'efforce de toute urgence :

- D'établir un plan d'accueil et de traitement décents des réfugiés, prévoyant leur réinstallation selon le principe de compassion;
- D'élaborer des plans régionaux visant à instaurer des itinéraires légaux vers l'Europe et d'autres destinations, afin d'empêcher les trafics criminels et de prévenir tout décès sur le parcours;
- De lever des fonds permettant de renforcer l'appui structurel aux pays voisins, afin qu'ils puissent mieux faire face à l'afflux de réfugiés;
- De s'attaquer, avant tout, aux causes profondes de la crise des réfugiés, en assurant la protection des civils syriens dans leur pays par l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne, afin de créer un environnement propice à leur retour dans des conditions de sécurité.

L'imposition d'une zone d'exclusion aérienne éliminera la principale cause de pertes civiles dans le pays ainsi que le premier motif de fuite des réfugiés hors du pays vers l'Europe et d'autres destinations. Elle privera les extrémistes d'un important outil de recrutement, démontrant que la communauté internationale est prête à protéger tous les civils syriens et prend des mesures concrètes pour sauver leurs vies. Elle favorisera également le règlement politique de la crise en Syrie car,

une fois que ses forces seront privées de leur arme la plus meurtrière, le Gouvernement syrien devra réévaluer le combat.

La principale ambition de la Coalition nationale syrienne demeure le règlement politique du conflit. Nous continuons de coopérer avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie afin de mettre en œuvre le Communiqué de Genève. Nous sommes cependant vivement préoccupés par les mesures récemment prises par le Gouvernement russe, qui a accru son appui militaire à la dictature d'el-Assad et lui aurait fourni des forces d'infanterie navale, des chars de combat, des pièces d'artillerie et autre matériel qui, à n'en pas douter, seront utilisés pour renforcer sa machine à tuer. Cette intervention injustifiée d'un membre du Conseil de sécurité détenteur du droit de veto diminue la possibilité de règlement pacifique du conflit et s'inscrit en totale contradiction avec la volonté du peuple syrien. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une action internationale qui protège les civils et non d'une ingérence irresponsable qui aggrave la tuerie. Alors que la crise des réfugiés et la menace de l'extrémisme continuent de s'intensifier et de compromettre la sécurité mondiale, il incombe au Conseil de prendre des mesures concrètes et réalisables pour mettre un terme au conflit. Si le Conseil n'est pas en mesure de faire face à la menace la plus grave pesant sur la sécurité mondiale aujourd'hui, c'est alors aux États Membres qu'il appartient d'agir pour faire respecter le droit international et protéger notre peuple.

Le Représentant spécial auprès
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Najib **Ghadbian**
